

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19166 - 74ÈME ANNÉE

## Assemblée des gilets jaunes devant la préfecture

### Gilets jaunes : des Réunionnais prennent leurs responsabilités pour leur avenir



commune avait envoyé plusieurs délégués, porteurs de revendications.

Le rassemblement préalable à l'entrée en préfecture a été un premier test d'organisation. Il fallait en effet décider d'une liste de représentants, et des revendications principales à porter. Les gilets jaunes ont souligné leur refus d'être accompagnés par des responsables politiques, car ils estiment que c'est à la population de porter directement ses propositions à l'État, considéré comme le principal interlocuteur.

#### Exercice démocratique réussi

Un débat s'est ensuite engagé publiquement sur les conditions de la rencontre. Certains ne souhaitent pas entrer dans la préfecture, et plaident pour un retour sur les barrages. Ce sentiment a été soutenu par un candidat battu à chaque élection à laquelle il participe. Il a pris le micro pour caresser l'opinion dans le sens du poil puis il a fustigé les élus alors qu'il voudrait bien l'être avant de s'éclipser. Il a appelé à quitter la préfecture, mais il n'a pas été suivi. Le débat a alors continué.

Une partie des gilets jaunes a fait part de son mécontentement de voir une délégation de transporteurs reçue avant eux. Puis au terme du débat, deux préalables ont été fixés par l'assemblée : que

**Des représentants des gilets jaunes représentant toutes les communes étaient hier en fin d'après-midi devant la préfecture. Ils étaient porteurs de revendications établies lors des discussions sur les barrages. Cette démarche souligne qu'à La Réunion, des Réunionnais prennent leurs responsabilités, formulent des propositions concrètes et veulent les défendre en négociant directement avec l'État.**

**P**our la première fois depuis le début du mouvement samedi, les représentants de gilets jaunes venus de toute La Réunion se sont retrouvés mardi soir devant la préfecture. Ils étaient en effet venus à l'invitation du préfet qui se disait prêt à les rencontrer, affirmaient-ils. Chaque

le couvre-feu décidé par le préfet ne s'applique qu'aux mineurs, et que la rencontre avec le préfet se fasse en présence de la presse et devant les caméras. Les gilets jaunes ont affirmé qu'ils n'avaient rien à cacher, et que la population doit être informée de ce qui est en train de se passer, afin qu'elle puisse voir clairement les revendications défendues.

### Blocage du côté de l'État

Cet exercice de responsabilité démocratique a débouché sur l'entrée en préfecture d'une délégation porteuse de plusieurs plate-forme revendicatives correspondant aux communes représentées. La rencontre a tourné court. Bertrand Fruteau a été le premier à sortir car le préfet n'était pas disponible pour une rencontre. La suite de la délégation l'a rapidement suivie. En effet, la préfecture n'était pas disposée à laisser se dérouler la rencontre sous le regard des journalistes. Pas question pour les gilets jaunes d'une rencontre à huis clos, avec un tour d'images au début. Le refus de limiter l'application du couvre-feu aux mineurs a été une autre source de blocage. Les prises de parole qui ont suivi ont appelé à la poursuite du mouvement, et ont également plaidé pour renforcer son organisation. Au cours de cette première rencontre, des contacts ont pu être

échangés. Le réseau des barrages est donc en train de se constituer. Les manifestants ont déploré la tournure des événements, qui n'a pas permis de négocier des revendications qui ont été simplement déposées. Certains d'entre eux faisaient part de leur pessimisme au sujet de l'évolution de la situation au cours de la nuit dernière, notamment au Port et à Saint-Denis. Ces craintes se sont révélées fondées.

### Des responsables politiques dépassés

L'assemblée des gilets jaunes devant la préfecture a été un acte fondateur, marqué par un apprentissage en direct de l'exercice démocratique. Une chose est sûre, les représentants des gilets jaunes ont montré qu'ils étaient capables de porter leurs revendications, et donc n'ont pas besoin que quelqu'un parle en leur nom. C'est donc la confirmation du décalage avec une partie de la classe politique, qui pense régler la crise au travers d'une réunion regroupant uniquement des partis et des parlementaires, excluant de fait ceux qui se présentent comme les porte-parole de la population. L'assemblée devant la préfecture a souligné que rien ne se fera sans que les manifestants soient parties prenantes des discussions qui engagent l'avenir. Deux semaines avant la crise, le PCR avait anticipé

l'évolution de la situation, appelant à réunir d'urgence une conférence territoriale élargie, incluant outre des élus, les syndicats, les associations et plus largement toutes les forces vives de La Réunion. Cette proposition de responsabilité se vérifie au regard de la situation concrète.

### Pour le respect du peuple réunionnais

En effet, une partie de ces forces vives était hier devant la préfecture de La Réunion, elle a montré qu'elle est prête à prendre ses responsabilités pour négocier de l'avenir du pays directement avec l'État, avec des propositions convergentes. Elles se déclinent notamment dans le respect du peuple réunionnais, le renforcement de la solidarité envers les victimes du système condamnés à survivre avec des minimas sociaux, à créer les conditions pour que les jeunes Réunionnais puissent avoir la possibilité de travailler à La Réunion, de relever le SMIC et les salaires. La question du prix des carburants est donc largement dépassée, ce qui explique qu'hier, personne n'a fait un compte avec l'annonce de Didier Robert sur le gel des taxes sur le diesel et le sans-plomb.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

**« I anserv pa arien ! I ansèrv pa arien ! Sof kan ou la bézoin ali »**

Koméla néna in bonpé kréol i yèm bien zété. Tèl shoz i serv pa zot, zète ali ! Sa in n'afèr tro vyé ! zète ali . Sa lé pi a la mode ! Zète ali. Sé konmsa mi oi d'isi d'laba désèrtin z'afèr lé ankor bien bon mé lé zété dsi in ta la salté. So matin, moin la trouv in ga apré zète in brouète, pars, sanm pou li, lo brouète lé tro vyé. Moin la dmann ali si li pé pa ansèrv in n'ot izaz ké ansèrv ali konm brouète. Li la réponnn amoin, in brouète k'i pé pi z'ète in brouète i doizète zété. In poin sé tou ! Lèrla, moin la di ali demoun dé sèrtène foi i mète la tèr épi i ansèrv pou plant kékshoz dodan : kisoï in pti zépis ! Kisoï in pti légime ! Kisoï d'ot shoz... Li la réponnn amoin sèl shoz li ansèrv sé d'zété. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

## Edito

# Lourde responsabilité de Gilbert Annette dans la crise actuelle

**L'**accélération de la crise entraînée par les manifestations qui touchent La Réunion depuis samedi est le résultat de décisions politiques. Elles montrent la responsabilité de ceux qui ont trahi le peuple. Ce qui a alimenté la lame de fond, c'est notamment la politique du gouvernement en place depuis 18 mois. L'augmentation du carburant est un autre facteur déclenchant. Quelle est la responsabilité de Gilbert Annette, maire de Saint-Denis, sur ces deux sujets?

En 2017, il a fait campagne pour Emmanuel Macron, il a fait battre le candidat de son parti, Benoît Hamon. Il a continué aux législatives. En effet, Ericka Bareigts, candidate soutenue par le maire de Saint-Denis, se présentait comme la candidate de la majorité présidentielle. En janvier 2018, lors de ses vœux à la presse, Gilbert Annette a réaffirmé sa satisfaction devant les mesures prises par le gouvernement. Il a le culot de venir à la télé et se plaindre de la situation.

En 2010, Gilbert Annette a fait battre Paul Vergès qui était le Président de la Région sortant. La liste du PS avait eu 13% au premier tour et s'est classé 3e. L'Alliance était arrivée premier avec plus de 30 % des voix. Frustré de sa 3e place, il va favoriser l'élection de Didier Robert à la présidence de Région; il va se maintenir.

Grâce à lui, Didier Robert pouvait appliquer son mauvais programme. Par comparaison, sous la mandature de Paul Vergès, le taux de la taxe sur les carburants était resté inchangé, ce qui faisait qu'à La Réunion, la fiscalité sur les produits pétroliers était beaucoup plus avantageuse qu'en France. Cette modération fiscale était possible car depuis 1984, la Région a la compétence exclusive de la fixation de cette taxe. Il est clair que si l'Alliance était restée au pouvoir, la Région ne se serait pas lancée dans le projet pharaonique de route en mer à 6 voies, financé en partie par la taxe sur les carburants. Elle n'aurait donc pas eu besoin de saisir le prétexte d'une hausse des taxes sur les carburants en France pour relever le taux de la taxe à La Réunion. C'est pourquoi sur ce plan également, la responsabilité de Gilbert Annette est engagée, car il a créé les conditions pour qu'une majorité régionale favorable à la hausse de cette taxe puisse être au pouvoir.

*J.B.*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

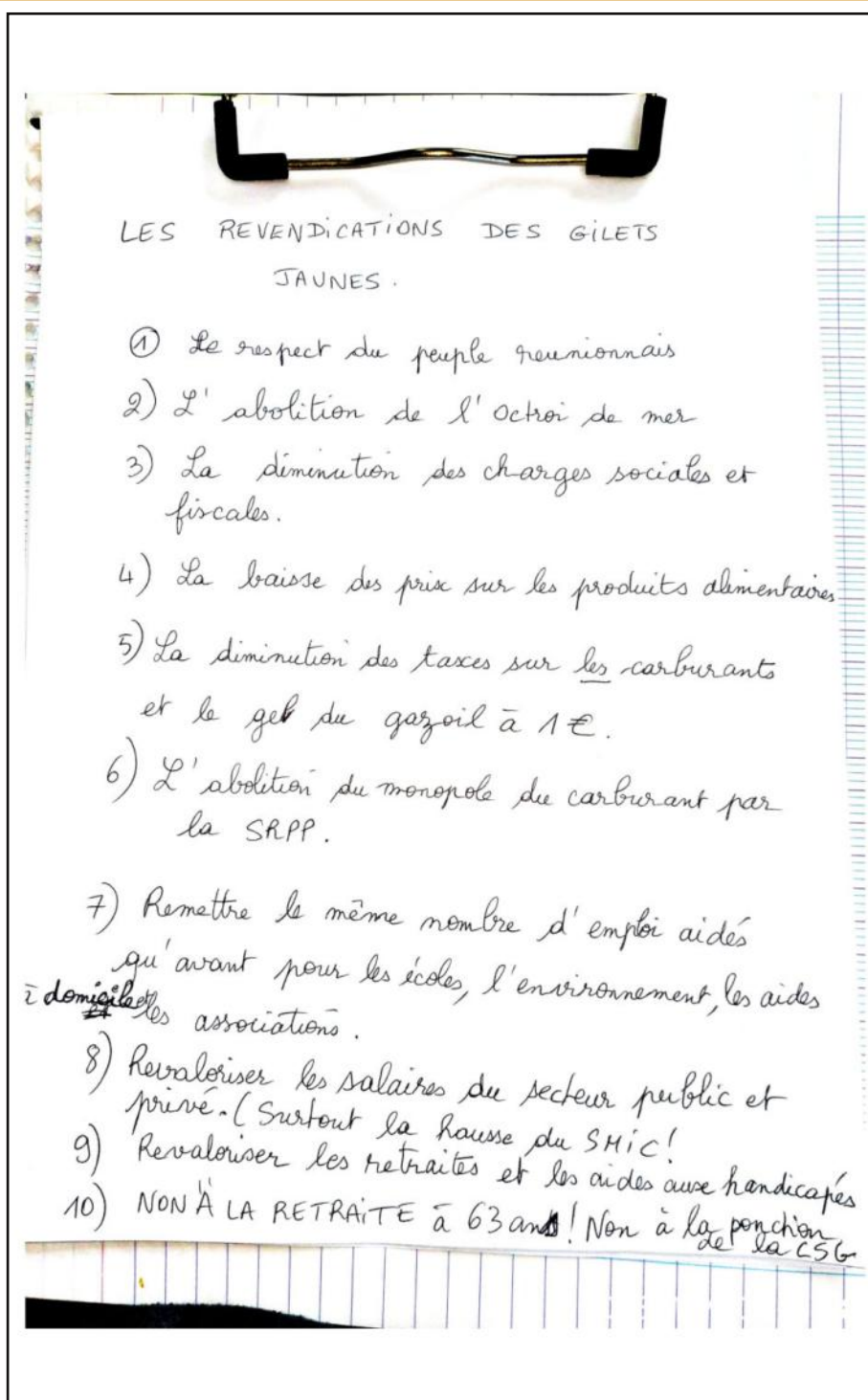
## Une plate-forme de revendication rédigée sur un barrage

# Gilets jaunes du Tampon : pour «le respect du peuple réunionnais»

Hier à la préfecture, une délégation de gilets jaunes issus de plusieurs communes sont entrés dans le bâtiment pour déposer leurs revendications. Voici un exemple des demandes des manifestants, des propositions venant du Tampon reprenant des termes liés à l'histoire de La Réunion. Plusieurs d'entre elles constituent à n'en pas douter un socle commun.

«Les revendications des gilets jaunes

1. Respect du peuple réunionnais
2. L'abolition de l'octroi de mer
3. La diminution des charges sociales et fiscales
4. La baisse des prix sur les produits alimentaires
5. La diminution des taxes sur les carburants et le gel du gazoil à 1 euro
6. L'abolition du monopole du carburant par la SRPP
7. Remettre le même nombre d'emplois aidés qu'avant pour les écoles, l'environnement, les aides à domicile et les associations
8. Revaloriser les salaires du secteur public et privé. Surtout la hausse du SMIC !
9. Revaloriser les retraites et les aides aux handicapés
10. Non à la retraite à 63 ans ! Non à la ponction de la CSG.
11. Protection des salaires du personnel de l'hôpital
12. Sèt i vé rantré la Rényon i rant :  
travayèr réyoné émigré  
- préférence régionales  
- formation adaptée pour travay la Rényon, pou not zénès



## La CGTR pour « l'échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations »

**Le Bureau confédéral de la CGTR, réuni le 19 novembre, a adopté le communiqué suivant :**

« Après des mois de lutte contre le gouvernement et le patronat qui n'ont pas cessé d'innover dans les mesures iniques pour s'attaquer aux droits et au pouvoir d'achat des classes populaires, des retraités, des chômeurs, des travailleurs, la mobilisation provoquée par la hausse du carburant, à La Réunion et en France prouve que la coupe est pleine.

Si la CGTR condamne les rares violences de la journée du 17, la réussite de cette mobilisation en

appelle d'autres sur les revendications des travailleurs, des retraités et des chômeurs portées depuis des années par la CGTR.

Viser essentiellement les classes populaire et moyenne, tout en exonérant les grosses sociétés pétrolières, ne peut être une réponse à la nécessaire transition écologique. Allier justice sociale et impératif écologique est indispensable. La recherche d'une fiscalité plus juste en renforçant la progressivité de l'impôt devient une ardente obligation, et partant une redéfinition du partage des richesses entre le capital d'une part et le salaire, les pensions et

les minima sociaux d'autre part.

Face à toutes les augmentations de prix et de taxes qui empêchent de boucler les fins de mois, il faut que la variation des prix du carburant, des cantines scolaires, des loyers soit justifiée et qu'elle entraîne une augmentation automatique des salaires, des retraites, des allocations chômage, de tous les allocations. Cela s'appelle l'échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations. Pour l'imposer, il faudra une lutte d'ensemble.

Pour la confédération le bureau confédéral

Lundi 19 novembre 2018 »

## Inquiétude des agriculteurs à cause des barrages

**La CGPER et la FDSEA ont relayé hier l'inquiétude des 7.700 exploitations agricoles en raison du blocage des discussions qui entraînent le maintien des barrages.**

« Après un début d'année 2018 marqué par les aléas climatiques qui ont fortement fragilisé nos exploitations agricoles nous sommes à nouveau confrontés aux difficultés du fait de l'actualité », rappelle la CGPER. « Nous comprenons et partageons les revendications avancées par le mouvement « des gilets jaunes », cependant les blocages opérés depuis le samedi 17 novembre mettent en péril les différentes exploitations agricoles de l'île :

- Manque d'approvisionnements en aliment pour les éleveurs,
- Difficultés de livraison pour les canniers, les maraîchers,
- Campagne export très compromise,
- Situation sanitaire dans les élevages très préoccupante (absence

d'équarrissage).

La CGPER sollicite les différentes autorités administratives, Préfecture notamment, pour qu'une solution urgente soit proposée et trouvée afin de maintenir l'activité des 7 700 exploitations agricoles du département. »

Pour sa part, la FDSEA souligne que « De nombreux éleveurs, toutes filières confondues, qui ne détenaient pas de stocks d'aliments de bétail ou très peu, ne sont plus en mesure de nourrir leurs animaux. Si la situation perdure 24 à 48 heures, très peu d'exploitations auront encore une marge de manoeuvre.

«La filière Lait connaît ses premières pertes. Une partie de la production a été jetée hier, faute de ne pouvoir être livrée aux industriels.

Toute la filière Elevage est également confrontée à un risque sanitaire. Les exploitants doivent composer avec l'absence de passage de la société d'équarrissage

dont la fréquence est habituellement quasi-quotidienne.

La livraison de la canne, quant à elle, est à l'arrêt depuis le début des événements. Ce sont d'ores et déjà entre 80 000 et 100 000 tonnes de cannes qui se dégradent, se perdent».

La FDSEA demande à rencontrer le Sous-préfet de Saint-Pierre, « afin d'envisager des mesures d'urgence, et notamment :

- d'organiser des convois pendant le couvre-feu afin de permettre le réapprovisionnement des exploitations en aliments de bétail, de livrer leurs productions aux coopératives et de faire partir les animaux à l'abattoir ;
- de maintenir à minima l'activité au sein des exploitations. Les agriculteurs doivent avoir accès aux stations requisionnées afin de réapprovisionner en carburant leurs engins de transport qui servent à acheminer le fourrage et nourrir les cheptels bovins. »

# Oté

## In révolt maté, sé in fé k'i kouv sou la sann é i domann arienk rodémaré !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi pans astèr zot i doi zète kontann d'zot. A ! zot lé pou arien ladan ? Pou arien vréman ? Pétète zot la fine obliy lo kozman : sak i sème lo van i ramass la tanpète ! Sé kant mèm sa mèm zot i sort ramasé. Non ! Pou zot, bann rouj-de-fon arien lé pa bon : larzan la p'asé é sak néna néna tro ! Zinpo lé tro shèr é mèm pou sak i an pèye prèss pa ! Lékol lé an fayite ! Lozman i mank étsétéra, étsétéra la ké lo ra. Final de kont zot, bann rouj, zot lé in pé konm lo vèr dann frui. Lo frui si pa zordi, pa domin li pou gaté é sak lé bon dodan i anrèss trépé. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr. Out kozman i arsanm aou mèm ! Pou kosa mi di sa ? Pars sanm pou moin ou i oi pa tro granshoz dsi sak i éspass isi La Rényon. Astèr mi rotourn aou out prop kozman : sak i sème lo van i ramass la tanpète.

Fransh vérité matant, ou i apèrsoi pa néna in gouvèrnman, i n prézidan é bann zélu la droite l'après provok demoun isi La Rényon konm lé pa posib. Provok bann vyèye pèrsone ! Provok bann lokatèr ! Provok demoune i gingn trépé é i débata pou zoinn lé dé bout par l'milyé. Ou i oi pa néna insipèr provokatèr i apèl Didier Robert ranvèrsé dann son piramid.

Vi kroi vou, nou rényoné ni pé z'ète kontan oir bann kopin-kokin après sèrv azot konmsa dsi l'kont la Réjyon é an mèm tan fé tout pou goumant lo kou d'la vi-Vi kroi nou rényoné ni pé z'ète kontan oir in prézidann réjyon après goumant son salèr ziska 6800 € par moi.-Sa sé d'larjan sa !

Vi kroi nou rényoné lokatèr, ni pé z'ète kontan oir siprime lo lalokasyon lojman pou an avoir in mézon a soi. Z'ète kontan kan lo léta i plime bann rotrété an goumantan la taks dsi zot. Ranshéri lo kou d'la vi épi an avoir lo kilo di bann jenn travèrs la ru pou gingn travaye l'ot koté.

Alor matant di amoin kisa la sème lo van si la pa la bann Macron épi son bann konplis isi La Rényon ? Kosa ou i di amoin va mate la révolt. Biensir i pé mate in révolt mé dizon sé do fé va kouv dsou la sann ziska ké li ropran. Tok ! Pran sa pou ou !

*Justin*